
Rapport quinquennal CLECT 2017-2021

**Communauté d'Agglomération
du Pays de Fontainebleau**

Table des matières

| | |
|---|-----------|
| TABLE DES MATIERES | 2 |
| I. OBJET DU RAPPORT | 3 |
| A. CADRE JURIDIQUE | 3 |
| B. CONTEXTE ET PERIMETRE DU RAPPORT | 3 |
| II. DETAIL DES EVALUATIONS DES COMPETENCES TRANSFEREES A LA CAPF | 4 |
| A. DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE | 4 |
| 1. LES ZAE..... | 4 |
| 2. TOURISME | 5 |
| B. L'AMENAGEMENT DE L'ESPACE (PLUI) | 6 |
| C. L'HABITAT (PLH) | 8 |
| D. POLITIQUE DE LA VILLE | 9 |
| E. PETITE ENFANCE - ENFANCE | 9 |
| F. GEMAPI | 10 |
| G. EAUX PLUVIALES | 11 |
| H. ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE | 14 |
| I. MOBILITE | 16 |
| 1. LES ABRIBUS | 16 |
| 2. LES GARES ROUTIERES SCOLAIRES..... | 17 |
| J. SECURITE INCENDIE (CONTRIBUTION SDIS) | 18 |
| K. DEVELOPPEMENT DES ACTIVITES CULTURELLES ET PATRIMOINE | 20 |
| L. ÉQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS D'INTERET COMMUNAUTAIRE | 20 |
| III. DETAIL DES EVALUATIONS DES COMPETENCES RETROCEDEES AUX COMMUNES | 23 |
| A. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (ZAE) | 23 |
| B. SAFER, SACPA ET « SOCIAL » | 23 |
| C. MULTI ACCUEIL, RAM ET « SERVICE D'AIDE A DOMICILE » | 25 |
| D. HYDRANTS (BORNES INCENDIE) | 26 |
| E. VOIRIE | 27 |
| IV. DETAIL AUTRES CHARGES TRANSFEREES/RETROCEDEES | 27 |
| A. TRANSFERT DU FNGIR | 27 |
| V. BILAN 2017-2021 | 29 |
| A. ATTRIBUTION DE COMPENSATION (FONCTIONNEMENT) | 29 |
| B. ATTRIBUTION DE COMPENSATION (INVESTISSEMENT)..... | 30 |

I. Objet du rapport

A. Cadre juridique

La loi de Finance pour 2017 a modifié le Code Général des Impôts (CGI) en instaurant l'obligation pour chaque Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) de présenter tous les cinq ans un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation (AC) au regard des dépenses liées à l'exercice de compétences qui lui ont été transférées.

Le 2° du V de l'article 1609 nonies C du code Général des Impôts dispose sur ce point que « *Tous les cinq ans, le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente un rapport sur l'évolution du montant des attributions de compensation au regard des dépenses liées à l'exercice des compétences par l'établissement public de coopération intercommunale. Ce rapport donne lieu à un débat au sein de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique. Ce rapport est obligatoirement transmis aux communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale* ».

Le rapport a pour objectif de réaliser un bilan afin de vérifier que l'évaluation effectuée par la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) est cohérente par rapport à la réalité financière des charges assumées par la Communauté d'Agglomération du Pays de Fontainebleau (CAPF).

Le rapport est un document informatif, il n'entraîne pas la modification du montant des attributions de compensation, cependant il fait l'objet d'un débat au sein du Conseil Communautaire et doit être obligatoirement transmis aux Communes membres pour qu'elles en prennent connaissance.

La forme et le contenu du rapport sont laissés à la libre appréciation de l'EPCI.

B. Contexte et périmètre du rapport

L'actuelle CAPF a été créée le 1er janvier 2017 à l'issue d'une procédure de fusion-extension qui a concerné :

- la communauté de Communes du Pays de Fontainebleau (CCPF)
- la communauté de Communes entre Seine et Forêt (CCESF)
- 2 communes de l'ex-Communauté de Communes du Pays de Seine
- 7 Communes de l'ex-Communauté de Communes des Terre du Gâtinais (CCTG)
- 9 Communes de l'ex-Communauté de Communes du Pays de Bière (CCPB)

Suite à la création de ce nouvel EPCI, la distribution des compétences entre communes et intercommunalité a été considérablement modifiée, pour deux raisons principales :

- 1) la nécessaire harmonisation des compétences communautaires à l'échelle de la nouvelle CAPF;
- 2) l'élargissement des compétences obligatoirement exercées par les communautés d'agglomération en application de la loi NOTRe.

A partir de 2017, certaines compétences ont été transférées à la CAPF (principalement au titre de la loi NOTRe), tandis que d'autres ont été rétrocédées aux communes selon les options d'harmonisation retenues par les élus.

Les compétences transférées à la CAPF depuis 2017 :

- Développement Économique
 - Zones d'activité économique (2017, réévaluation en 2018)
 - Tourisme (2017)
- Aménagement de l'espace (2017)
 - PLUI (2017, réévaluation en 2018)
- Habitat
 - PLH (2017)
- Politique de la Ville (2017)
- Petite Enfance (2017)
- GEMAPI (2018)
- Gestion des eaux pluviales urbaines (2018)
- Action sociale d'intérêt communautaire : RAM (2018)
- Mobilité (2018)
- Sécurité incendie (2018)
- Développement des activités culturelles et patrimoine (2019)
- Équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire (2019)

Les compétences rétrocédées aux communes :

- ZAE et marché : Bois le Roi (2017)
- SAFER - ex CCPB (2017)
- SACPA - ex CCPB (2017)
- Social - ex CCPB (2017)
- Multi accueil - ex CCTG (2017)
- RAM - ex CCTG (2017)
- Aide à domicile ex-CCTG (2017)
- Voirie (2018)
- Hydrants (2018)

Certaines charges ont été transférées sans lien avec l'exercice d'une compétence :

- FNGIR (2021)

II. Détail des évaluations des compétences transférées à la CAPF

A. Développement Économique

1. Les ZAE

La loi NOTRe a supprimé la notion d'intérêt communautaire pour les zones d'activité économique (ZAE) et les actions de développement économique. Cela a entraîné le transfert de l'ensemble des zones d'activité communales existantes des communes aux EPCI.

La distinction, jusqu'alors possible dans les statuts, entre zones d'activité économique communales et zones d'activité économique intercommunales a été supprimée.

Depuis le 1er janvier 2017, toutes les zones d'activité économique relèvent de la compétence de la CAPF.

| |
|--|
| Accusé de réception en préfecture 077-200072346-20231220-2023-171-DE Date de réception préfecture : 20/12/2023 |
|--|

En application de la législation, la CLECT a évalué en 2017 les zones d'activités économiques transférées selon l'inventaire réalisé par la CAPF.

La CAPF a ainsi identifié, en plus des zones déjà communautaires, quatre zones d'activités économiques à transférer :

- Zone de la Mare aux trois Saules (Saint-Sauveur-sur-École)
- Zone commerciale de Valvins (Avon)
- Zone Entrée de ville (La chapelle-la-Reine)
- Zone Reverchon (Samois-sur-Seine)

Les charges de fonctionnement ont été calculées en fonction d'un coût unitaire plancher correspondant au coût minimum d'intervention de la CAPF au titre de l'entretien de la voirie (13,54 €/ml) et de l'éclairage public (25,7 €/mât).

Les dépenses d'investissement ont été calculées à partir d'un coût unitaire propre à chaque zone d'activité au regard de l'audit de patrimoine réalisé par un bureau d'étude spécialisé.

Montant des charges transférées à la CAPF au titre des ZAE :

| COMMUNE | COÛT FCT | COÛT INVEST | TOTAL DEPENSES |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|
| ZA de la Mare aux Trois Saules (Saint-Sauveur-sur-Ecole) | 3 470 € | 4 952 € | 8 422 € |
| ZA commercial de Valvins (Avon) | 6 736 € | 8 712 € | 15 448 € |
| ZA Entrée de Ville (LCLR) | 16 879 € | 18 587 € | 35 466 € |
| ZA Reverchon (Samois-sur-Seine) | 1 625 € | 652 € | 2 277 € |
| TOTAL | 28 710 € | 32 903 € | 61 613 € |

Évolution du coût de la compétence

En 2022, l'entretien des ZAE représente, pour la CAPF, une charge de 198 326,14 € (montant qui intègre les dépenses liées aux 4 zones transférées en 2017).

Pour la Zone de Saint-Sauveur-sur-École, on relève, sur cet exercice, des dépenses d'investissement pour un montant de 85 474 € TTC. Des dépenses d'entretien sont exposées pour la zone d'Avon (6 905 €) et celle de La Chapelle La Reine (19 714 €).

2. Tourisme

La loi NOTRe consacre le niveau intercommunal pour ce qui relève de la création, l'aménagement, l'entretien et la gestion des zones d'activité touristique, ainsi que pour ce qui relève de la promotion du tourisme, compétence à laquelle est rattachée la création des offices de tourisme. Ces compétences sont obligatoirement exercées à l'échelle communautaire depuis le 1er janvier 2017.

La CLECT a évalué en 2017, les coûts de fonctionnement de cette compétence sur le fondement des dépenses et des recettes de fonctionnement exposées par les communes suivantes :

- Barbizon : charges liées au local mis à disposition par Barbizon à l'association qui gère l'office de Tourisme.
- Cély-en-Bière
- Saint-Martin-en-Bière

Montant des Charges transférées à la CAPF au titre du Tourisme :

| DATE DE L'ÉVALUATION | COMMUNE | RECETTES FCT | DÉPENSES FCT | TOTAL CHARGES |
|----------------------|-----------------------|------------------|-----------------|-----------------|
| 2017 | Barbizon | -19 884 € | 60 898 € | 41 014 € |
| 2017 | Cély-en-Bière | -38 € | | -38 € |
| 2017 | Saint-Martin-en-Bière | -168 € | | -168 € |
| TOTAL | TOTAL | -20 090 € | 60 898 € | 40 808 € |

Évolution du coût de la compétence

En 2022, le coût total des actions liées au tourisme pour la CAPF est de 1 682 992. Plus de 99% de cette somme correspond à la subvention versée à l'office de tourisme de Fontainebleau et au reversement de la taxe de séjour (office de tourisme de Fontainebleau, Département 77, Société du Grand Paris).

B. L'aménagement de l'espace (PLUi)

En application de l'article 136 II de la loi ALUR du 24 mars 2014, la CAPF a compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) depuis le 1er janvier 2017. Antérieurement à la fusion, les communes exerçaient la compétence à l'exception des celles de l'ex-CCPF.

La compétence PLUi présente la particularité de ne pas générer des charges récurrentes. La méthode d'évaluation a donc été adaptée en conséquence. Elle se décompose de la manière suivante :

Étape 1 :

- Évaluation des coûts nets d'un PLUi (175 000€) avec amortissement sur 10 ans, soit un coût annuel de 17 500€.
- Répartition de ce coût annuel (17 500€) suivant la population (60%) et la densité (40%) des communes, en écartant les communes de l'Ex-CCPF puisqu'elles avaient transféré la compétence à la Communauté de Communes avant la fusion.

Étape 2 :

- Évaluation des charges de personnel liées au suivi du PLUi (1ETP=56 000€)
- Répartition des dépenses de personnel suivant la population (60%) et la densité (40%) des communes.

L'application d'une clause de revoyure en 2018 devait permettre à la CLECT de modifier la méthode d'évaluation en remplaçant le critère de la « densité totale » par le critère de la « densité urbaine » des communes. Cependant, en l'absence de transmission des documents nécessaires à l'analyse, la CLECT n'a pas réalisé de nouvelle évaluation des charges transférées au titre du PLUi.

Montant des charges transférées à la CAPF

| COMMUNE | COÛT PLUi* | CHARGES DE PERSONNEL | TOTAL |
|-------------------------|--------------|----------------------|--------------|
| ARBONNE LA FORET | 441 | 1412 | 1853 |
| FLEURY EN BIERE | 286 | 914 | 1200 |
| SAINT MARTIN EN BIERE * | 411 | 1314 | 1725 |
| BARBIZON | 777 | 2487 | 3264 |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 344 | 1099 | 1443 |
| CELY EN BIERE | 678 | 2168 | 2846 |
| CHAILLY EN BIERE * | 882 | 2824 | 3706 |
| PERTHES EN GATINAIS | 942 | 3015 | 3957 |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 606 | 1940 | 2546 |
| BOIS LE ROI | 3123 | 9995 | 13118 |
| CHARTRETTES | 1243 | 3977 | 5220 |
| LE VAUDOUE | 312 | 998 | 1310 |
| NOISY SUR ECOLE | 679 | 2173 | 2852 |
| ACHERES LA FORET | 524 | 1676 | 2200 |
| BOISSY AUX CAILLES | 125 | 401 | 526 |
| LA CHAPELLE LA REINE | 1044 | 3339 | 4383 |
| TOUSSON | 166 | 530 | 696 |
| URY | 431 | 1381 | 1812 |
| FONTAINEBLEAU | | | |
| AVON | | | |
| BOURRON MARLOTTE | | | |
| SAMOIS SUR SEINE | | | |
| RECLOSES | | | |
| HERICY | 1200 | 3841 | 5041 |
| SAMOREAU * | 1429 | 4572 | 6001 |
| VULAINES SUR SEINE | 1857 | 5943 | 7800 |
| TOTAL | 17500 | 55999 | 73499 |

Déjà financé par l'AC des communes de l'ex CCPF

* Les charges transférées au titre du coût PLUi n'ont été prises en compte dans les attributions de compensation des communes de Chailly-en-Bière, Saint-Martin-en-Bière et Samoreau qu'à partir de 2020, car les PLU de ces 3 communes étaient récents. Entre 2017 et 2019, seules les charges de personnel ont été retenues.

Évolution du coût de la compétence

En 2021, la CAPF a approuvé par la délibération n°2021-112 en date du 23 septembre 2021, une autorisation de programme pour le financement du plan local d'Urbanisme intercommunal du Pays de Fontainebleau sur la période 2021-2025. Le coût a été estimé à 908 000 € (hors options) pour la CAPF. Il faut y ajouter les modifications de PLU qui s'effectuent toujours dans l'attente de l'adoption de ce PLUi. Pour 2022, le coût des modifications de PLU est de 174 786€.

Répartition des crédits de paiement pour le financement du PLUi :

| Dépenses prévisionnelles | CP 2021 | CP 2022 | CP 2023 | CP 2024 | CP 2025 | TOTAL |
|--------------------------|---------|--------------|--------------|-------------|--------------|---------------------|
| | 0,00 € | 260 680,49 € | 405 484,51 € | 97 835,00 € | 144 000,00 € | 908 000,00 € |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

C. L'Habitat (PLH)

L'article L 5216-5 du CGCT dispose que les communautés d'agglomération exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière d'équilibre social de l'habitat. Elles élaborent à ce titre le Programme Local de l'Habitat (PLH). Il appartenait dès lors à la CAPF d'élaborer un PLH à l'échelle de son territoire.

Comme il n'existait pas de charges relatives au PLH dans la plupart des communes, la CLECT a proposé en 2017 une méthode d'évaluation dérogeant au droit commun :

- 1) Évaluation du coût de révision d'un PLH (50 000€)
- 2) Calcul du coût annuel à partir de la durée de vie d'un PLH (6 ans), soit 8 333€
- 3 Répartition du coût annuel en fonction de la population (hors Commune CCPF qui avaient déjà transféré le PLH).

Montant des charges transférées à la CAPF

| COMMUNE | TOTAL CHARGES |
|-------------------------|---|
| ARBONNELA FORET | 256 |
| FLEURY EN BIERE | 162 |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 190 |
| BARBIZON | 300 |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 85 |
| CELY EN BIERE | 283 |
| CHAILLY EN BIERE | 492 |
| PERTHES EN GATINAIS | 514 |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 274 |
| BOIS LE ROI | 1 374 |
| CHARTRETTES | 636 |
| LE VAUDOUE | 187 |
| NOISY SUR ECOLE | 455 |
| ACHERES LA FORET | 289 |
| BOISSY AUX CAILLES | 74 |
| LA CHAPELLE LA REINE | 614 |
| TOUSSON | 93 |
| URY | 204 |
| FONTAINEBLEAU | Déjà financé par l'AC des communes de l'ex- CCPF |
| AVON | |
| BOURRON MARLOTTE | |
| SAMOIS SUR SEINE | |
| RECLOSES | |
| HERICY | |
| SAMOREAU | 572 |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

| | |
|--------------------|--------------|
| VULAINES SUR SEINE | 653 |
| TOTAL | 8 334 |

Évolution du coût de la compétence

En 2020, la communauté a signé un marché d'étude pour l'élaboration d'un PLH. Son coût est de 95 346 € TTC.

D. Politique de la Ville

L'article L 5216-5 du CGCT dispose que les communautés d'agglomération exercent de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences en matière de politique de la ville (élaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ; animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance, programmes d'actions définis dans le contrat de ville).

Le transfert au titre de ce cette compétence n'a concerné que la Ville d'Avon pour le diagnostic et l'élaboration du plan d'action du contrat de ville.

Les coûts calculés par la CLECT en 2017 se sont limités aux dépenses d'ingénierie liées à cette politique.

Montant des charges transférées à la CAPF :

| COMMUNE | TOTAL CHARGES |
|---------|---------------|
| AVON | 6 866 € |

Évolution du coût de la compétence

La CAPF rembourse à la ville d'Avon, sur la base d'une convention annuelle, la mise à disposition des agents en charge de la politique de la ville. En 2022, ce remboursement s'élève à 25 278€.

E. Petite enfance - Enfance

En 2017, la CLECT a révisé les transferts de charges transférées par les communes de l'ex-CCPB car celles-ci étaient passées à la semaine de 4 jours.

Les coûts supplémentaires ont été établis et répartis entre les 9 communes concernées de la manière suivante :

- 2 animateurs contractuels (14,5 €/heure cotisation patronale incluses)
- 4 demi-journées/mois sur 10 mois, soit 4640 €
- Frais de fonctionnement (20% de la masse salariale), soit 928 €
- Le coût supplémentaire pour la CAPF de 5 568 € est répercuté dans les attributions de compensation selon le critère de la population.

Montant des charges transférées* à la CAPF

| COMMUNE | TOTAL CHARGES |
|-------------------------|----------------|
| ARBONNE LA FORET | 557 |
| FLEURY EN BIERE | 352 |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 415 |
| BARBIZON | 654 |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 186 |
| CELY EN BIERE | 617 |
| CHAILLY EN BIERE | 1071 |
| PERTHES EN GATINAIS | 1120 |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 596 |
| TOTAL | 5 568 € |

*Les charges transférées ont été réparties au prorata temporis.

Évolution du coût de la compétence

Le coût net global de la compétence petite enfance - enfance, en 2022, est de 261 793 € en fonctionnement et de 1 981 € en investissement. La compétence était préexistante sur le Pays de Bière, le montant des charges transféré n'est venu que compléter les ressources.

F. GEMAPI

La compétence « Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » (GEMAPI) a été transférée aux EPCI à fiscalité propre à compter du 1er janvier 2018 (conséquence de la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et de la loi NOTRe du 7 août 2015).

Les EPCI peuvent instituer et percevoir une taxe GEMAPI, prévue à l'article 1530 bis du Code Général des Impôts, afin de financer cette compétence.

Certains EPCI à fiscalité propre ont décidé de transférer tout ou partie de cette compétence à des syndicats qui peuvent prendre plusieurs formes, et notamment celle de syndicats mixtes.

Au niveau de la CAPF, il a été décidé en 2018 de transférer partiellement les missions de la compétence GEMAPI (l'entretien et l'aménagement des cours d'eau) à trois syndicats mixtes :

- Le syndicat mixte des 4 Vallées de la Brie
- Le SMAG (à terme intégré dans le projet d'EPAGE Bassin du Loing)
- Le SEMEA (issues de la fusion du SIARME et SAGEA)

L'évaluation des charges transférées réalisée par la CLECT portait sur le montant des contributions versées en 2018 par la CAPF pour l'adhésion de l'ensemble de ses Communes membres aux syndicats, soit un montant estimé à **97 936 €**.

La CLECT avait prévu en 2018 une clause de revoyure en 2019 pour l'évaluation de la compétence GEMAPI, en attendant de pouvoir estimer le coût de la compétence sur une année complète et prendre en compte le cas échéant les évolutions relatives à l'instauration d'une Taxe GEMAPI.

La compétence n'a pas été réévaluée par la CLECT en 2019.

Évolution du coût de la compétence

Les contributions supportées par la CAPF en 2022 au titre de la compétence GEMAPI s'élèvent, en 2022, à **402 375,38 €**.

Charges réelles supportées par la CAPF en 2022 :

| Syndicats | Contribution 2022 |
|-------------------------|-------------------|
| SEMEA | 366 751,38 € |
| SM 4 Vallées de la Brie | 14 392,92 € |
| SMAG | 2 086,08 € |
| Epage Bassin du Loing | 19 145,00 € |
| TOTAL | 402 375,38 € |

G. Eaux pluviales

La loi n° 2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement, a précisé les modalités d'exercice de la compétence relative à la gestion des eaux pluviales urbaines (GEPU) au sens de l'article L. 2226-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Cette compétence fait obligatoirement partie des attributions des communautés d'agglomération.

La CAPF a pris en charge la GEPU dès 2018.

Les charges transférées au titre de cette compétence ont été évaluées en tenant compte de la situation spécifique de chaque commune

- Pour les communes disposant d'un assainissement collectif, géré dans le cadre d'une DSP, les charges retenues sur les attributions de compensation correspondent aux montants facturés contractuellement par leur délégataire au titre du seul entretien des réseaux d'eaux pluviales.
- Pour les communes également dotée d'un assainissement collectif, mais le gérant en régie, les charges retenues sur les attributions de compensation ont été déterminées par référence au prix moyen par habitant refacturé aux communes sous DSP (5,75 € / habitant).

Montant de charges transférées à la CAPF pour les Communes en assainissement collectif

| | MONTANT TTC AP RÉPARTITION PAR ABONNÉS | POP DGF COMMUNES CONCERNÉES | POPULATION DGF AUTRES COMMUNES | APPLICATION RATIO | TOTAL |
|-------------------------|--|-----------------------------------|--------------------------------------|----------------------|----------------|
| Fontainebleau | 60 033 | 15529 | | | 60 033 |
| Avon | 35 728 | 14472 | | | 35 728 |
| Bourron-Marlotte | 9 861 | 2966 | | | 9 861 |
| Recloses | 2 459 | 823 | | | 2 459 |
| Samois-sur-Seine | 6 951 | 2304 | | | 6 951 |
| Héricy | 17 182 | 2752 | | | 17 182 |
| Samoreau | 14 536 | 2452 | | | 14 536 |
| Vulaines-sur-Seine | 16 512 | 2770 | | | 16 512 |
| Bois-le-Roi | 19 583 | 6009 | | | 19 583 |
| Chartrettes | 8 319 | 2735 | | | 8 319 |
| Arbonne-la-Forêt | 6 666 | 1091 | | | 6 666 |
| Barbizon | 18 562 | 1428 | | | 18 562 |
| Cély | 39 567 | 1212 | | | 39 567 |
| Chailly-en-Bière | 57 000 | 2074 | | | 57 000 |
| Fleury-en-Bière | 2 237 | 722 | | | 2 237 |
| Perthes | 43 248 | 2151 | | | 43 248 |
| Saint-Germain-sur-Ecole | 1 499 | 371 | | | 1 499 |
| Saint-Martin-en-Bière | 2 422 | 824 | | | 2 422 |
| Saint-Sauveur-sur-Ecole | 5 040 | 1164 | | | 5 040 |
| Noisy-sur-Ecole | | | 2 138 | 12 303 | 12 303 |
| Tousson | | | 404 | 2 325 | 2 325 |
| Ury | | | 880 | 5 064 | 5 064 |
| Le Vaudoué | | | 894 | 5 144 | 5 144 |
| Total | 367405 | 63 849 | 4 316 | 24 836 | 392 241 |

Des solutions particulières ont été retenues pour 3 communes :

- Pour Achères la Forêt, les charges transférées ont été calculées selon un coût moyen 2015-2017, soit 4,89€/habitant.
- Pour la Chapelle la Reine, les charges correspondent à celles refacturées par le délégataire, soit 5845€ (2,29€/habitant).
- Pour Boissy-aux Cailles, faute de données, les charges correspondent à la moyenne des deux Communes précédentes, soit 3,17€/habitant.

Synthèse des charges transférés à la CAPF au titre de la GEPU

| COMMUNES | TOTAL |
|-------------------------|----------------|
| Fontainebleau | 60 033 |
| Avon | 35 728 |
| Bourron-Marlotte | 9 861 |
| Recloses | 2 459 |
| Samois-sur-Seine | 6 951 |
| Héricy | 17 182 |
| Samoreau | 14 536 |
| Vulaines-sur-Seine | 16 512 |
| Bois-le-Roi | 19 583 |
| Chartrettes | 8 319 |
| Arbonne-la-Forêt | 6 666 |
| Barbizon | 18 562 |
| Cély | 39 567 |
| Chailly-en-Bière | 57 000 |
| Fleury-en-Bière | 2 237 |
| Perthes | 43 248 |
| Saint-Germain-sur-Ecole | 1 499 |
| Saint-Martin-en-Bière | 2 422 |
| Saint-Sauveur-sur-Ecole | 5 040 |
| Noisy-sur-Ecole | 12 303 |
| Tousson | 2 325 |
| Ury | 5 064 |
| Le Vaudoué | 5 144 |
| Achères-la-Forêt | 7 509 |
| Boissy-aux-Cailles | 2 002 |
| La Chapelle-la-Reine | 5 845 |
| TOTAL | 407 597 |

Une clause de revoyure devait être mise en œuvre en 2019. Ainsi, les charges ont été réévaluées en 2019 suivant les dispositions de la circulaire du 12 décembre 1978 appliquant une méthode de calcul de la contribution à la GEPU selon le type du réseau (séparatif ou mixte).

Cette méthode de calcul aboutissait à une augmentation des charges transférées. Il a été décidé de ne pas réviser le montant des charges de 2018 et de mettre en place un groupe de travail chargé de formuler des propositions pour réviser les évaluations.

Évolution du coût de la compétence

Le montant des charges relatives à la GEPU s'élève, en 2022, à 589 389,11€ en fonctionnement et à 24 708,56 € en investissement.

H. Action sociale d'intérêt communautaire

L'intérêt communautaire de l'action sociale a été défini par le Conseil Communautaire de la CAPF par délibération en date du 29 juin 2017. Seuls les Relais d'Assistance Maternel (RAM) ont été confiés à la communauté.

Ainsi, 4 RAM ont fait l'objet d'un transfert à la CAPF en 2018 :

- RAM d'Avon
- RAM de Fontainebleau
- RAM de Bois-le-Roi
- RAM de Chapelle-la-Reine

Le RAM du Pays de Bière des Communes de l'ex-CCPB a été rétrocédé aux communes en 2017.

Les charges transférées à la CAPF sont calculées à partir du montant des dépenses nettes en fonctionnement et en investissement des communes de Fontainebleau, Avon et Bois-le-Roi, augmentées du reste à charge constaté dans le budget RAM de la Chapelle la Reine.

Les 17 Communes ont mis à disposition, à titre gracieux, des moyens et des agents au profits de la CAPF : les dépenses correspondantes n'ont pas été prises en compte dans les attributions de compensation.

Pour l'année 2018, les charges de personnel pour les RAM de Fontainebleau et Bois-le-Rois sont réparties au prorata temporis, sur la base de 1,3 ETP de janvier à Août puis de 2 ETP de septembre à décembre.

Les charges sont mutualisées entre les dix-sept communes et ventilées en fonction de la population communale pondérée.

Montant des charges transférées à la CAPF en 2018

| COMMUNES | VENTILATION CHARGES RAM (€) |
|-------------------------|-----------------------------|
| ARBONNE LA FORET | |
| FLEURY EN BIERE | |
| SAINT MARTIN EN BIERE | |
| BARBIZON | |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | |
| CELY EN BIERE | |
| CHAILLY EN BIERE | |
| PERTHES EN GATINAIS | |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | |
| BOIS LE ROI | 7 853 € |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

| | |
|----------------------|-----------------|
| CHARTRETTES | 3 637 € |
| LE VAUDOUE | 1 069 € |
| NOISY SUR ECOLE | 2 597 € |
| ACHERES LA FORET | 1 649 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 424 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 3 508 € |
| TOUSSON | 530 € |
| URY | 1 167 € |
| FONTAINEBLEAU | 21 289 € |
| AVON | 19 970 € |
| BOURRON MARLOTTE | 3 956 € |
| SAMOIS SUR SEINE | 3 046 € |
| RECLOSES | 1 028 € |
| HERICY | 3 581 € |
| SAMOREAU | 3 267 € |
| VULAINES SUR SEINE | 3 732 € |
| TOTAL | 82 303 € |

Pour l'année 2019 et les suivantes, les charges de personnel des RAM de Fontainebleau et de Bois-le-Roi ont été réévaluées sur la base de 2 ETP sur une année pleine.

Montant des charges transférées à la CAPF en 2019

| COMMUNES | VENTILLATION CHARGES RAM (€) |
|-------------------------|------------------------------|
| ARBONNE LA FORET | |
| FLEURY EN BIERE | |
| SAINT MARTIN EN BIERE | |
| BARBIZON | |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | |
| CELY EN BIERE | |
| CHAILLY EN BIERE | |
| PERTHES EN GATINAIS | |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | |
| BOIS LE ROI | 9 480 € |
| CHARTRETTES | 4 391 € |
| LE VAUDOUE | 1 291 € |
| NOISY SUR ECOLE | 3 136 € |
| ACHERES LA FORET | 1 991 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 512 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 4 235 € |
| TOUSSON | 639 € |
| URY | 1 409 € |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

| | |
|--------------------|-----------------|
| FONTAINEBLEAU | 25 702 € |
| AVON | 24 109 € |
| BOURRON MARLOTTE | 4 776 € |
| SAMOIS SUR SEINE | 3 677 € |
| RECLOSES | 1 241 € |
| HERICY | 4 323 € |
| SAMOREAU | 3 944 € |
| VULAINES SUR SEINE | 4 506 € |
| TOTAL | 99 362 € |

Évolution du coût de la compétence

Les dépenses exposées par la CAPF au titre de cette compétence s'élèvent en 2022 à 241 708 €, dont 238 840 € en fonctionnement.

I. Mobilité

L'article L5216-5 du CGCT dispose que les communautés d'agglomération organisent la mobilité au sens du titre III du livre II de la première partie du Code des Transports, sous réserve de l'article L3421-2 du même Code. Certains équipements ont été transférés à ce titre à la CAPF.

1. Les Atribus

En 2018, les atribus des communes membres ont été transférés à la CAPF (à l'exception de ceux des communes de Fontainebleau et de Avon).

3 Communes ont été concernées par un transfert de charges :

- Bois-le-Roi
- Noisy-sur-École
- Chartrettes

Les charges transférées en 2018 ont été calculées de la manière suivante :

- Montant moyen des dépenses nettes des recettes de 2015 à 2017 en fonctionnement et de 2011 à 2017 en investissement (ont été ajoutées les dépenses réalisées en 2018 pour l'installation de nouveaux équipements : un atribus (4 610€) pour Noisy-sur-École et deux atribus (12 054€ et 4 260€) pour la Commune de Chartrettes).
- Ces montants moyens ont ensuite été convertis en amortissement sur une période 15 ans.

Montant des charges transférées à la CAPF 2018 :

| COMMUNE | DOTATION AUX AMORTISSEMENTS (BASE 15 ANS) |
|-----------------|--|
| BOIS-LE-ROI | 99 € |
| NOISY-SUR-ECOLE | 132 € |
| CHARTRETTES | 130 € |
| TOTAL | 361 € |

Évolution du coût de la compétence

Le coût d'investissement des abribus pour la CAPF est de 9 538,32 € en 2022.

2. Les gares routières scolaires

En 2018, des gares routières scolaires du territoire ont été transférées à la CAPF. Ce transfert a concerné les communes de Fontainebleau et de Bois-le-Roi.

Les charges transférées ont été déterminées de la manière suivante :

- Montants moyens des dépenses nettes, de 2015 à 2017 en fonctionnement et de 2011 à 2017 en investissement des équipements.
- Ces montants moyens ont ensuite été convertis en amortissement sur une période de 30 ans, soit un total de 3 578€.

Les charges sont ventilées en fonction de la population moyenne pondérée des communes (hors communes de l'ex-CCPB qui avaient déjà transféré ce type d'équipement).

Montant des charges transférés à la CAPF en 2018 :

| COMMUNES | VENTILATION CHARGES GARE ROUTIÈRES SCOLAIRES (EN €) |
|-------------------------|--|
| ARBONNE LA FORET | 54 € |
| FLEURY EN BIERE | 34 € |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 40 € |
| BARBIZON | 63 € |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 18 € |
| CELY EN BIERE | 60 € |
| CHAILLY EN BIERE | 104 € |
| PERTHES EN GATINAIS | 108 € |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 58 € |
| BOIS LE ROI | 290 € |
| CHARTRETTES | 134 € |
| LE VAUDOUE | 39 € |
| NOISY SUR ECOLE | 96 € |
| ACHERES LA FORET | 61 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 16 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 130 € |
| TOUSSON | 20 € |
| URY | 43 € |
| FONTAINEBLEAU | 786 € |
| AVON | 737 € |
| BOURRON MARLOTTE | 146 € |
| SAMOIS SUR SEINE | 112 € |
| RECLOSES | 38 € |
| HERICY | 132 € |
| SAMOREAU | 121 € |
| VULAINES SUR SEINE | 138 € |
| TOTAL | 3 578 € |

Évolution du coût de la compétence

En 2022, la CAPF supporte un coût d'investissement de 89 195,83 € pour la gare routière de la Faisanderie.

J. Sécurité incendie (contribution SDIS)

Les attributions détenues par les communes en matière de lutte contre les incendies peuvent faire l'objet d'un transfert de compétences à l'EPCI sur le fondement des dispositions de l'article L. 5211-17 du CGCT.

La contribution communale au SDIS au titre de la compétence « sécurité incendie » a été transféré à la CAPF (cette contribution était déjà prise en charge par les ex-CCESF et CCPF avant la fusion).

L'évaluation des charges transférées réalisée par la CLECT en 2018 a été réalisée à partir de la contribution 2017 au SDIS pour l'ensemble des communes concernées, à l'exception de Saint-Germain-sur-École dont la contribution a été évaluée à 4 909 €.

Montant des charges transférés à la CAPF en 2018 :

| COMMUNES | Contribution SDIS |
|-------------------------|---|
| ARBONNE LA FORET | 14 442 |
| FLEURY EN BIERE | 9 043 |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 10 947 |
| BARBIZON | 17 869 |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 4 909 |
| CELY EN BIERE | 16 400 |
| CHAILLY EN BIERE | 27 361 |
| PERTHES EN GATINAIS | 29 455 |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 15 340 |
| BOIS LE ROI | 79 377 |
| CHARTRETTES | 36 391 |
| ACHERES LA FORET | 16 604 |
| BOISSY AUX CAILLES | 4 216 |
| LA CHAPELLE LA REINE | 34 732 |
| LE VAUDOUE | 10 689 |
| NOISY SUR ECOLE | 26 980 |
| TOUSSON | 5 140 |
| URY | 11 464 |
| AVON | <i>Déjà transféré aux ex-CCESF et ex-CCPF</i> |
| BOURRON MARLOTTE | |
| FONTAINEBLEAU | |
| SAMOIS SUR SEINE | |
| RECLOSES | |
| HERICY | |
| SAMOREAU | |
| VULAINES SUR SEINE | |
| TOTAL | 371 359 € |

Évolution du coût de la compétence

Le coût des contributions au SDIS s'élève à 974 603 € en 2022. Il est calculé à partir d'un montant par habitant de 13,974 € en 2022. Pour les seules communes dont le transfert a été évalué en 2018, la contribution 2022 atteint 373 009 € (hors St Germain sur École).

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

K. Développement des activités culturelles et patrimoine

En 2019, le transfert de la subvention au profit de l'association GAH Briardises a été étendu aux Communes de Samois-sur-Seine et d'Avon.

Le montant des charges transférées à la CAPF correspond au montant de la subvention versée par ces 2 communes.

Montant des charges transférées à la CAPF en 2019 :

| COMMUNE | MONTANT SUBVENTION (EN €) |
|------------------|------------------------------|
| SAMOIS-SUR-SEINE | 2 200,00 |
| AVON | 1 600,00 |

Évolution du coût de la compétence

Le montant total de la subvention totale versée par la CAPF à l'association GAH a augmenté en 2021 (cf. tableau ci-dessous). Cette évolution n'a pas eu d'incidence sur les attributions de compensation.

Évolution du Montant réel des charges supporté par la CAPF :

| Exercice | Évolution du Montant de la subvention (en €) |
|----------|--|
| 2019 | 15 400,00 |
| 2021 | 18 000,00 |
| 2022 | 18 000,00 |
| 2023 | 20 000,00 |

L. Équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

Le Conseil Communautaire a redéfini l'intérêt communautaire de la compétence « Équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » par la délibération du 20 décembre 2018.

Ont été déclarés d'intérêt communautaire les équipements suivants :

- Le Stade Benjamin Gonzo (Avon)
- Courts de tennis (Le Vaudoué) transféré par la délibération du Conseil Communautaire du 21 février 2019.
- Gymnase et dojo André Poirier (Bourron-Marlotte)
- Complexe sportif François Combourieu (Chartrettes)
- Terrain de football (Chailly-en-Bière)
- Terrain de football (Perthes-en-Gâtinais)
- Terrain de football (Achères-la-Forêt)

Le coût des équipements transférés intègre une fraction des charges des fonctions support : 5% de la masse salariale, soit 4 504 € répartis en fonction de la population DGF des Communes concernées pour une année pleine.

Au premier janvier 2019 le Boulodrome de la Plaine de la Chambre a été rétrocédé à la Commune de Fontainebleau. Le montant de l'attribution de compensation a été majoré de 4 739 €, soit le coût net moyen de l'équipement sur la période 2016-2018.

Montant des charges transférés à la CAPF sur une année pleine

| COMMUNES | FONCTIONNEMENT | | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|-------------------------|------------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|------------------|
| | COÛT NET | INTÉRÊT | FONCT SUPPORT | COÛT NET | ANNUITÉ | |
| ACHÈRES-LA-FORÊT | 4 234 € | | 218 € | | | 4 452 € |
| ARBONNE-LA-FORÊT | | | | | | |
| AVON | 58 205 € | | 2 446 € | 6 959 € | | 67 610 € |
| BARBIZON | | | | | | |
| BOIS-LE-ROI | | | | | | |
| BOISSY-AUX-CAILLES | | | | | | |
| BOURRON-MARLOTTE | 44 313 € | | 509 € | 6 591 € | | 51 413 € |
| CÉLY | | | | | | |
| CHAILLY-EN-BIÈRE | 3 599 € | | 356 € | | | 3 955 € |
| CHARTRETTES | 55 188 € | 31 916 € | 466 € | 6 517 € | 102 832 € | 196 919 € |
| FLEURY-EN-BIÈRE | | | | | | |
| FONTAINEBLEAU | -4 739 € | | | | | -4 739 € |
| HÉRICY | | | | | | |
| LA CHAPELLE-LA-REINE | | | | | | 0 € |
| LE VAUDOUE | 138 € | | 151 € | | | 289 € |
| NOISY-SUR-ECOLE | | | | | | |
| PERTHES | 3 274 € | | 359 € | | | 3 633 € |
| RECLOSES | | | | | | |
| SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE | | | | | | |
| SAINT-MARTIN-EN-BIÈRE | | | | | | |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE | | | | | | |
| SAMOIS-SUR-SEINE | | | | | | |
| SAMOREAU | | | | | | |
| TOUSSON | | | | | | |
| URY | | | | | | |
| VULAINES-SUR-SEINE | | | | | | |
| TOTAL | 164 212 € | 31 916 € | 4 505 € | 20 067 € | 102 832 € | 323 532 € |

Montant des charges transférées à la CAPF au prorata temporis

| COMMUNES | FONCTIONNEMENT | | | INVESTISSEMENT | | TOTAL |
|-------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|-----------------|-----------------|
| | COÛT NET | INTÉRÊT | FONCT SUPPORT | COÛT NET | ANNUITÉ | |
| ACHÈRES-LA-FORÊT | 1 411 € | | 73 € | | | 1 484 € |
| ARBONNE-LA-FORÊT | | | | | | |
| AVON | 19 402 € | | 815 € | 2 320 € | | 22 536 € |
| BARBIZON | | | | | | |
| BOIS-LE-ROI | | | | | | |
| BOISSY-AUX-CAILLES | | | | | | |
| BOURRON-MARLOTTE | 14 771 € | | 170 € | 2 197 € | | 17 138 € |
| CÉLY | | | | | | |
| CHAILLY-EN-BIÈRE | 1 200 € | | 119 € | | | 1 318 € |
| CHARTRETTES | 18 396 € | 7 764 € | 155 € | 2 172 € | 25 708 € | 54 195 € |
| FLEURY-EN-BIÈRE | | | | | | |
| FONTAINEBLEAU | -4 739 € | | | | | -4 739 € |
| HÉRICY | | | | | | |
| LA CHAPELLE-LA-REINE | | | | | | |
| LE VAUDOÛÉ | 46 € | | 50 € | | | 96 € |
| NOISY-SUR-ECOLE | | | | | | |
| PERTHES | 1 091 € | | 120 € | | | 1 211 € |
| RECLOSES | | | | | | |
| SAINT-GERMAIN-SUR-ECOLE | | | | | | |
| SAINT-MARTIN-EN-BIÈRE | | | | | | |
| SAINT-SAUVEUR-SUR-ECOLE | | | | | | |
| SAMOIS-SUR-SEINE | | | | | | |
| SAMOREAU | | | | | | |
| TOUSSON | | | | | | |
| URY | | | | | | |
| VULAINES-SUR-SEINE | | | | | | |
| TOTAL | 51 578 € | 7 764 € | 1 502 € | 6 689 € | 25 708 € | 93 239 € |

Évolution du coût de la compétence

Les dépenses de fonctionnement supportées par la CAPF, au titre de cette compétence, ne sont que partiellement évaluables. Le montant qui peut être identifié s'élève en 2022 à 258 748 €, hors personnel et assurances. Les dépenses d'investissement ont atteint la même année 50 832 €.

Dépenses réelles de fonctionnement de la CAPF en 2022 pour les équipements sportifs :

| Equipement | Dépenses de fonctionnement 2022 |
|--------------|---------------------------------|
| Gonzo | 40 402,24 € |
| Combourieu | 108 080,32 € |
| Poirier | 53 334,32 € |
| Chailly | 18 838,81 € |
| Perthes | 10 722,76 € |
| Achères | 17 231,44 € |
| Le Vaudoué | 10 137,99 € |
| Total | 258 747,88 € |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

Dépenses réelles d'investissement de la CAPF en 2022 pour les équipements sportifs par commune :

| Dépenses d'investissement | |
|---------------------------|--------------------|
| Communes | Montant (en €) |
| Achère-la-Forêt | 13 031,49 € |
| Chailly-En-Bière | 6 937,64 € |
| Avon | 24 700,46 € |
| Le Vaudoué | 6 162,00 € |
| TOTAL | 50 831,59 € |

III. Détail des évaluations des Compétences rétrocédées aux Communes

A. Développement économique (ZAE)

Au vu des critères établis par la CAPF pour établir la liste des Zones d'Activité Économique (ZAE), la zone de Foucherolles a été restituée en 2017 à la Commune de Bois-le-Roi.

La modification de l'attribution de compensation s'est opérée sur les bases de calcul suivantes :

- Les charges de fonctionnement rétrocédées ont été calculées en fonction d'un coût unitaire plancher correspondant au coût minimum d'intervention de la CAPF au titre de l'exercice de cette compétence : pour la voirie, un coût de 13,54 €/ml, et pour l'éclairage public, un coût de 25,7 €/ mât.
- Les dépenses d'investissement ont été calculées à partir d'un coût unitaire de 13,17 €/ml pour la voirie et de (50 €/mât) pour l'éclairage public.
- Le loyer d'un commerce de proximité (7620€) a été déduit des charges transférées.
- Sur cette base, l'attribution de compensation de Bois-le-Roi a été majorée de 2 635 €. Cependant, au titre du soutien aux activités commerciales, un loyer de 7 620 € lui a été rétrocedé. Au total, l'attribution de compensation de la commune est donc minorée de 4985 € (= 7620-2635).

B. SAFER, SACPA et « Social »

Les Communes membres de l'ex CCPB étaient liées par deux conventions, l'une avec la SAFER et l'autre avec le groupe SACPA qui n'ont pas été conservées par la CAPF.

La CLECT a proposé une majoration de l'attribution de compensation des communes concernées à hauteur des contributions prévues par les conventions et réparties en fonction de la population.

Montant des charges transférés aux Commune de l'ex CCPB

| COMMUNE | Compensation SAFER en € |
|-------------------------|----------------------------|
| ARBONNE LA FORET | 338 € |
| FLEURY EN BIERE | 228 € |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 269 € |
| BARBIZON | 476 € |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 117 € |
| CELY EN BIERE | 400 € |
| CHAILLY ENBIERE | 648 € |
| PERTHES EN GATINAIS | 688 € |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 362 € |
| TOTAL | 3 526 € |

| COMMUNES | Compensation SACPA en € |
|-------------------------|----------------------------|
| ARBONNE LA FORET | 874 € |
| FLEURY EN BIERE | 590 € |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 694 € |
| BARBIZON | 1 231 € |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 301 € |
| CELY EN BIERE | 1 033 € |
| CHAILLY ENBIERE | 1 673 € |
| PERTHES EN GATINAIS | 1 778 € |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 936 € |
| TOTAL | 9 110 € |

De même, la CAPF n'a pas conservé, dans ses compétences, le soutien au maintien à domicile des personnes âgées, compétence qu'exerçait la CCPB avant la fusion. Les subventions que versaient cette dernière aux associations œuvrant dans ce domaine ont été reprises par les communes.

La CLECT a réparti en 2017 le montant des subventions versées par la CCPB entre les communes membres au prorata du nombre d'habitants. La majoration n'a pris effet qu'à compter de 2018.

Montant des charges transférées aux Commune de l'ex CCPB

| COMMUNE | Compensation SOCIAL en € |
|-------------------------|--------------------------|
| ARBONNE LA FORET | 786 € |
| FLEURY EN BIERE | 530 € |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 624 € |
| BARBIZON | 1 107 € |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 271 € |
| CELY EN BIERE | 929 € |
| CHAILLY EN BIERE | 1 505 € |
| PERTHES EN GATINAIS | 1 599 € |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 842 € |
| TOTAL | 8 193 € |

C. Multi accueil, RAM et « service d'aide à domicile »

Les Communes membres de l'ex-CCGT ont souhaité reprendre au niveau communal la structure multi-accueil « Les Lutins de la Reine » et la gestion du RAM. Le « service d'aide à domicile » leur a également été rétrocedé car il ne s'agissait pas d'une compétence exercée par les autres EPCI.

La CLECT a évalué en 2017 le montant des charges de la structure multi-accueil suivant une méthode validée en 2016 par les Maires. Les charges ont ensuite été réparties au prorata de la population communale et du nombre d'heure d'accueil des enfants (sur la période de septembre à décembre 2016).

Montant des charges transférées aux Communes de l'ex CCGT au titre de la structure multi-accueil

| COMMUNES | COMPENSATION MULTI ACCUEIL EN € (50% POP-50% NB D'HEURES D'ACCUEIL) |
|----------------------|---|
| LE VAUDOUE | 3 743 € |
| NOISY SUR ECOLE | 16 352 € |
| ACHERES LA FORET | 9 971 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 2 356 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 30 089 € |
| TOUSSON | 1 800 € |
| URY | 8 267 € |
| TOTAL | 72 578 € |

Accusé de réception en préfecture
077-200072346-20231220-2023-171-DE
Date de réception préfecture : 20/12/2023

La CLECT a évalué en 2017 le coût du RAM et l'a réparti entre les communes de l'ex-CCGT au prorata de leur population.

Montant des charges transférées aux Communes de l'ex CCTG

| COMMUNES | Compensation RAM en € |
|----------------------|-----------------------|
| LE VAUDOUE | 1 049 € |
| NOISY SUR ECOLE | 2 649 € |
| ACHERES LA FORET | 1 630 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 414 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 3 410 € |
| TOUSSON | 505 € |
| URY | 1 126 € |
| TOTAL | 10783 € |

La CLECT a enfin évalué les charges liées aux "services d'aide à domicile" assurés par l'association ACAD. Le montant moyen de la subvention versée à cette dernière au cours des trois dernières années a été réparti au prorata du nombre d'habitants.

Montant des charges transférées aux Communes de l'ex CCTG

| COMMUNES | Compensation AIDE À DOMICILE EN € |
|----------------------|-----------------------------------|
| LE VAUDOUE | 1 855 € |
| NOISY SUR ECOLE | 4 508 € |
| ACHERES LA FORET | 2 862 € |
| BOISSY AUX CAILLES | 737 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 6 089 € |
| TOUSSON | 919 € |
| URY | 2 026 € |
| TOTAL | 18 996 € |

D. Hydrants (Bornes incendie)

En 2018, les Communes membres de Samoreau, Héricy et Vulaines sur Seine (ex-CCESF) ont repris en charge leurs bornes à incendies

La CLECT a proposé une majoration des attributions de compensation des communes concernées en 2018, à partir d'un coût moyen unitaire et du nombre de bornes relevé dans chaque commune.

| |
|--|
| Accusé de réception en préfecture 077-200072346-20231220-2023-171-DE Date de réception préfecture : 20/12/2023 |
|--|

Montant des charges transférés aux Communes de l'ex-CCESF :

| COMMUNE | COÛT DES HYDRANTS (EN €) |
|--------------------|--------------------------|
| HERICY | 814 |
| SAMOREAU | 953 |
| VULAINES SUR SEINE | 953 |
| TOTAL | 2 720 € |

E. Voirie

En 2018, la compétence « voirie » a été rétrocédée aux Communes de l'ex-CCESF et à 2 communes de l'ex-CCPF (Fontainebleau et Avon).

La CLECT a évalué en 2018 le coût de cette compétence à partir de l'analyse des grands livres comptables.

Les communes de Fontainebleau et d'Avon tenant une comptabilité par fonction, la CLECT a pu identifier et évaluer 4 types de charges : propreté urbaine, éclairage public, voirie communale et espaces verts urbains. Ces charges ont été recensées sur la période 2015-2017 pour le fonctionnement et sur la période 2011-2017 pour l'investissement.

Pour les communes de l'ex-CCESF, l'évaluation a été confiée à un cabinet qui a procédé à l'inventaire des dépenses et des recettes exposées dans les budgets au titre de la voirie.

Montant des charges transférées aux Communes :

| | Avon | Fontainebleau | Total Ex-CCPF | Héricy | Samoreau | Vulaines | Total Ex-CCESF | TOTAL |
|-----------------------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|
| Dépenses nettes de fonctionnement | 106 097 € | 50 841 € | 156 938 € | 83 737 € | 54 373 € | 61 174 € | 199 285 € | 356 222 € |
| Dépenses nettes investissement | 50 913 € | 7 462 € | 58 375 € | 108 647 € | 61 927 € | 26 388 € | 196 962 € | 255 337 € |
| TOTAL | 157 009 € | 58 303 € | 215 312 € | 192 384 € | 116 301 € | 87 562 € | 396 247 € | 611 559 € |

Ces montants n'intègrent pas la majoration temporaire exceptionnelle accordée aux communes de Vulaines et de Fontainebleau pour la réalisation d'investissements. Cette majoration a été évaluée en 2018 au vu des investissements à réaliser puis lissée sur une période de 10 ans (attribution de compensation d'investissement), soit :

- 93 666 € pour Fontainebleau
- 24 887 € pour Vulaines

IV. Détail autres charges transférées/rétrocédées

A. Transfert du FNGIR

Les articles 1609 quinquies BA, 1609 quinquies C et 1609 nonies C du CGI donnent la possibilité aux communes de transférer à leur EPCI, sur délibérations concordantes le reversement ou le prélèvement du fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR).

La CAPF prend en charge en 2021 le paiement du FNGIR, en lieu et place des communes de Boissy aux Cailles, Noisy sur École, Achères la Forêt, Ury, Tousson, Le Vaudoué, La Chapelle la Reine, Bourron-Marlotte et Recloses.

Transfert des charges au titre du FNGIR pour la CAPF en 2021 :

| COMMUNE | FNGIR (EN €) |
|----------------------|----------------------|
| La Chapelle-la-Reine | 919 € |
| Noisy sur Ecole | - 349 633 € |
| Achères la Forêt | - 215 458 € |
| Ury | - 54 743 € |
| Le Vaudoué | - 153 905 € |
| Tousson | - 25 270 € |
| Boissy-aux- Cailles | - 42 261 € |
| Recloses | - 118 559 € |
| Bourron-Marlotte | - 296 621 € |
| TOTAL | - 1 255 531 € |

Le montant total des charges au titre du FNGIR pour la CAPF était de 8 681 445 € en 2022.

V. Bilan 2017-2021

A. Attribution de compensation (fonctionnement)

| | AC 2016 | Charges transférées 2017 | Charges rétrocédées 2017 | AC 2017 réelle | Charges transférées 2018 | Charges rétrocédées 2018 | AC 2018 réelle | Charges transférées 2019 | AC 2019 réelle | Transfert FNGIR 2021 | AC 2020 réelle | AC 2021 réelle |
|-------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|
| ARBONNE LA FORET | 30 242 € | -2 666 € | 1 998 € | 29 159 € | -21 162 € | 0 € | 8 411 € | 0 € | 8 411 € | | 8 411 € | 8 411 € |
| FLEURY EN BIERE | 63 247 € | -1 713 € | 1 348 € | 62 586 € | -11 314 € | 0 € | 51 568 € | 0 € | 51 568 € | | 51 568 € | 51 568 € |
| SAINT MARTIN EN BIERE | 16 897 € | -2 162 € | 1 587 € | 16 385 € | -13 409 € | 0 € | 3 323 € | 0 € | 3 323 € | | 2 912 € | 2 912 € |
| BARBIZON | 105 905 € | -45 233 € | 2 814 € | 62 815 € | -36 494 € | 0 € | 26 992 € | 0 € | 26 992 € | | 26 992 € | 26 992 € |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | 18 149 € | -1 714 € | 689 € | 16 977 € | -6 426 € | 0 € | 10 697 € | 0 € | 10 697 € | | 10 697 € | 10 697 € |
| CELY EN BIERE | 94 952 € | -3 708 € | 2 362 € | 93 050 € | -56 027 € | 0 € | 37 578 € | 0 € | 37 578 € | | 37 578 € | 37 578 € |
| CHAILLY EN BIERE | 154 705 € | -5 269 € | 3 826 € | 153 353 € | -84 465 € | 0 € | 69 680 € | -3 955 € | 68 362 € | | 64 691 € | 64 691 € |
| PERTHES EN GATINAIS | 61 919 € | -5 591 € | 4 065 € | 59 541 € | -72 811 € | 0 € | -12 417 € | -3 633 € | -13 628 € | | -16 122 € | -16 122 € |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | 36 642 € | -11 839 € | 2 140 € | 26 500 € | -20 438 € | 0 € | 6 508 € | 0 € | 6 508 € | | 6 508 € | 6 508 € |
| BOIS LE ROI | 362 891 € | -14 492 € | -4 985 € | 343 415 € | -108 829 € | 0 € | 236 213 € | 0 € | 234 586 € | | 234 586 € | 234 586 € |
| CHARTRETTES | 229 187 € | -5 856 € | 0 € | 223 330 € | -49 365 € | 0 € | 174 719 € | -87 570 € | 147 650 € | | 86 395 € | 86 395 € |
| LE VAUDOUE | 184 539 € | -1 497 € | 6 647 € | 189 689 € | -17 163 € | 0 € | 172 748 € | -289 € | 172 430 € | -153 905 € | 172 237 € | 18 332 € |
| NOISY SUR ECOLE | 585 661 € | -3 307 € | 23 509 € | 605 864 € | -42 647 € | 0 € | 563 755 € | 0 € | 563 217 € | -349 633 € | 563 217 € | 213 584 € |
| ACHERES LA FORET | 280 227 € | -2 489 € | 14 463 € | 292 201 € | -26 165 € | 0 € | 266 378 € | -4 452 € | 264 552 € | -215 458 € | 261 584 € | 46 126 € |
| BOISSY AU CAILLES | 53 087 € | -600 € | 3 507 € | 55 993 € | -6 746 € | 0 € | 49 335 € | 0 € | 49 247 € | -42 261 € | 49 247 € | 6 986 € |
| LA CHAPELLE LA REINE | 677 746 € | -40 464 € | 39 588 € | 677 965 € | -44 942 € | 0 € | 633 750 € | 0 € | 633 023 € | 919 € | 633 942 € | 634 861 € |
| TOUSSON | 98 854 € | -789 € | 3 224 € | 101 289 € | -8 124 € | 0 € | 93 275 € | 0 € | 93 166 € | -25 270 € | 93 166 € | 67 896 € |
| URY | 514 941 € | -2 016 € | 11 419 € | 524 343 € | -17 980 € | 0 € | 506 606 € | 0 € | 506 364 € | -54 743 € | 506 364 € | 451 621 € |
| FONTAINEBLEAU | 925 901 € | 0 € | 0 € | 925 901 € | -86 521 € | 50 841 € | 894 634 € | 4 739 € | 894 960 € | | 894 960 € | 894 960 € |
| AVON | 444 966 € | -22 314 € | 0 € | 422 720 € | -60 574 € | 106 097 € | 472 314 € | -62 251 € | 446 358 € | | 356 924 € | 356 924 € |
| BOURRON MARLOTTE | 557 131 € | 0 € | 0 € | 557 131 € | -14 783 € | 0 € | 543 167 € | -44 822 € | 527 407 € | -296 621 € | 497 526 € | 200 905 € |
| SAMOIS SUR SEINE | 562 637 € | -2 277 € | 0 € | 560 360 € | -10 740 € | 0 € | 550 251 € | -2 200 € | 547 419 € | | 547 419 € | 547 419 € |
| RECLOSES | 133 001 € | 0 € | 0 € | 133 001 € | -3 738 € | 0 € | 129 475 € | 0 € | 129 262 € | -118 559 € | 129 262 € | 10 703 € |
| HERICY | -63 926 € | -5 668 € | 0 € | -69 593 € | -21 637 € | 84 551 € | -5 937 € | 0 € | -6 680 € | | -6 680 € | -6 680 € |
| SAMOREAU | 357 396 € | -6 572 € | 0 € | 352 353 € | -18 601 € | 55 326 € | 389 655 € | 0 € | 388 978 € | | 387 549 € | 387 549 € |
| VULAINES SUR SEINE | 30 304 € | -8 453 € | 0 € | 21 851 € | -21 156 € | 62 127 € | 63 595 € | 0 € | 62 822 € | | 62 822 € | 62 822 € |
| Total | 6 517 201 € | -196 689 € | 118 201 € | 6 438 179 € | -882 257 € | 358 942 € | 5 936 273 € | -204 433 € | 5 854 572 € | -1 255 531 € | 5 663 755 € | 4 408 224 € |

Attention ! Le calcul des attributions de compensation tient compte des différentes décisions qui ont conduit, pour certaines compétences, à ne pas intégrer dès la première année du transfert, la totalité des charges transférées (c'est le cas de la compétence PLUI, par exemple) ou à faire évoluer ces charges au fil du temps (c'est le cas des RAM).

B. Attribution de compensation (investissement)

| | Dépenses transférées en 2018 (voirie) | AC 2018 réelle | Dépenses transférées en 2019 (équipements sportifs) | AC 2019 réelle | AC 2020 réelle | AC 2021 réelle |
|-------------------------|---------------------------------------|------------------|---|------------------|------------------|------------------|
| ARBONNE LA FORET | | | | | | |
| FLEURY EN BIERE | | | | | | |
| SAINT MARTIN EN BIERE | | | | | | |
| BARBIZON | | | | | | |
| SAINT GERMAIN SUR ECOLE | | | | | | |
| CELY EN BIERE | | | | | | |
| CHAILLY EN BIERE | | | | | | |
| PERTHES EN GATINAIS | | | | | | |
| SAINT SAUVEUR SUR ECOLE | | | | | | |
| BOIS LE ROI | | | | | | |
| CHARTRETTES | | | -2 172 € | -27 880 € | -109 349 € | -109 349 € |
| LE VAUDOUE | | | | | | |
| NOISY SUR ECOLE | | | | | | |
| ACHERES LA FORET | | | | | | |
| BOISSY AU CAILLES | | | | | | |
| LA CHAPELLE LA REINE | | | | | | |
| TOUSSON | | | | | | |
| URY | | | | | | |
| FONTAINEBLEAU | 101 128 € | 101 128 € | | 101 128 € | 101 128 € | 101 128 € |
| AVON | 50 913 € | 50 913 € | -2 320 € | 48 593 € | 43 954 € | 43 954 € |
| BOURRON MARLOTTE | | | -2 197 € | -2 197 € | -6 591 € | -6 591 € |
| SAMOIS SUR SEINE | | | | | | |
| RECLOSES | | | | | | |
| HERICY | 108 647 € | 108 647 € | | 108 647 € | 108 647 € | 108 647 € |
| SAMOREAU | 61 927 € | 61 927 € | | 61 927 € | 61 927 € | 61 927 € |
| VULAINES SUR SEINE | 51 275 € | 51 275 € | | 51 275 € | 51 275 € | 51 275 € |
| Total | 373 890 € | 373 890 € | -6 689 € | 341 493 € | 250 991 € | 250 991 € |

Les attributions de compensation d'investissement des communes liées aux équipements sportifs n'ont été comptées en année pleine qu'à compter de 2020.

La commune de Chartrettes supporte, depuis 2020, le remboursement d'un emprunt transféré à la CAPF pour la réalisation d'un équipement sportif. Cette situation entraîne une révision annuelle de son attribution de compensation (jusqu'en 2036).